



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Age de la retraite

Question écrite n° 39409

Texte de la question

M. Jean-Pierre Balligand appelle l'attention de M. le ministre delegue aux anciens combattants et victimes de guerre sur la retraite anticipee dont demandent a beneficier les anciens combattants en Afrique du Nord, en fonction du temps de service passe. Suite aux travaux de la commission tripartie chargee d'evaluer le cout de cette mesure, le Front uni a propose des modalites d'application qui reduisent considerablement le cout de la retraite anticipee, a trente six milliards de francs sur sept ans et demi. Il lui demande de bien vouloir lui preciser sa position et de lui indiquer si le Gouvernement envisage de depoter un projet de loi a ce sujet.

Texte de la réponse

Par decret en date du 9 aout 1995, le Premier ministre a cree une commission tripartite chargee de determiner le cout pour l'Etat des dispositions qui permettraient de donner aux anciens combattants d'Afrique du Nord la faculte de prendre une retraite a taux plein a l'age de soixante ans, diminue du temps passe sous les drapeaux. Cette mesure etait sollicitee par certaines associations d'anciens combattants d'Afrique du Nord constituees en Front uni. En consequence, une commission tripartite, composee de representants du Parlement, de representants du Front uni et de representants du Gouvernement a ete mise en place le 13 septembre 1995 par le ministre des anciens combattants et victimes de guerre. Cette commission, qui s'est reunie neuf fois, vient d'achever ses travaux conduits soit en commission pleniere soit en commission restreinte. La qualite technique et le serieux du chiffrage effectue dans la concertation et la transparence ont ete reconnus par l'ensemble des membres de la commission. Il ressort des conclusions de ce rapport, remis dans les delais impartis au Premier ministre, que le cout net total d'une retraite anticipee pour les anciens combattants en Afrique du Nord peut etre estime a 151 milliards de francs 1996 pour l'ensemble de la periode 1996-2004. Cette estimation est un montant net. Elle prend en compte les couts pour les differents regimes de retraite de base, les pertes de cotisations des actifs qui ne seront plus versees du fait de leur passage a la retraite mais aussi les economies degagees par les gains en cotisations sur retraites, sur les prestations chomage, sur le RMI, sur le fonds de solidarite des anciens combattants en Afrique du Nord, sur certaines prestations (invalides, malades, handicapes, accidentes du travail) et par les creations d'emplois induites par la mesure. Ces parametres et le chiffrage qui en resulte apparaissent indiscutables. Devant l'importance du cout et seulement apres l'annonce de celui-ci, les membres de la commission du Front uni ont indique qu'il pouvait etre reduit dans des proportions tres sensibles pour etre ramene a 36,6 milliards de francs. A l'evidence, cette diminution du cout ne pouvait se faire qu'en modifiant le cadre du calcul initial souhaite par les associations elles-memes. Pour reduire le cout, les associations ont propose : a) de chiffrer la mesure a partir du 1er janvier 1997 et non plus du 1er janvier 1996 ; b) de ne pas en faire beneficier les harkis ; c) de soustraire la categorie des militaires engages de son benefice ; d) de calculer les periodes passees en Afrique du Nord non plus en trimestres mais en mois. Il est certain que l'evaluation calculee ainsi ne pouvait qu'etre minoree de facon sensible. Toutefois, le rapporteur a souligne qu'une telle evaluation n'avait pas ete expertisee par la commission, mais qu'une analyse sommaire permet de dire que le cout serait sans doute tres largement superieur a 36,6 milliards de francs. Il s'etablirait vraisemblablement entre 80 et 95 milliards de francs. Par ailleurs, la nouvelle demande du Front uni souleve des problemes juridiques et

d'equite. Comment expliquer aux engages et aux harkis qu'ils seraient exclus du benefice de la mesure alors qu'ils se trouvent dans une situation identique a celle des appeles. Pour autant, le ministre des anciens combattants et victimes de guerre, ainsi que le ministre du travail et des affaires sociales se concertent sur toutes mesures a prendre pour rendre les dispositifs existants plus efficaces, afin d'apporter des ameliorations a la condition du combattant d'Afrique du Nord.

Données clés

Auteur : [M. Balligand Jean-Pierre](#)

Circonscription : - SOC

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 39409

Rubrique : Retraites : generalites

Ministère interrogé : anciens combattants et victimes de guerre

Ministère attributaire : anciens combattants et victimes de guerre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 mai 1996, page 2798

Réponse publiée le : 24 juin 1996, page 3387